

LVMH Moët Hennessey Louis Vuitton SE



ESG Analyse

Pouponneau Guillaume
Foucalt Simon
Badra Axcel

Source - Rapports et communiqués officiels LVMH (URD 2023, rapport environnemental),
bases de données MSCI/Sustainalytics/CDP, dépêches Reuters, site Act4Nature...

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

Profil ESG

Indicateur (FY-2024/ref.2025)	LVMH
Note ESG MSCI	AA (leader)
Risque ESG Sustainalytics	13,9/100 – Faible
Score CDP Climat	A (CDP Climate Change 2023)
Température SBTi	1.5°C
Controverses (Susty)	Niveau 1/5 (mineur)
Éligible SFDR Art.9	éligibilité partielle à la Taxonomie



ESG Risk Rating	
ESG Risk Score	
13,9	Low Risk
LVMH	
Environmental	0,9
Social	7,1
Governance	5,9

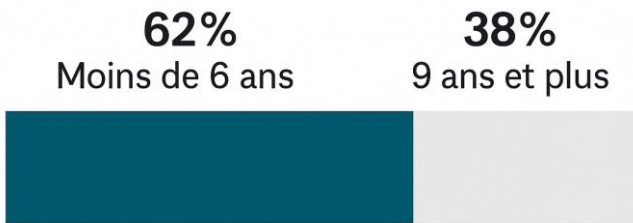
LVMH conserve un **profil ESG robuste** : avec un *ESG Risk Score* de **13,9**, l’entreprise se classe dans la **catégorie “Low Risk”** de Sustainalytics, très en deçà de la médiane « Luxury Goods » (**29**). Ce score traduit un risque financier limité lié aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance sur les trois à cinq prochaines années. Dans le détail, la composante **Environnementale (0,9 pt)** est déjà quasi nulle – le groupe ayant réduit de 55 % ses émissions 1-2 depuis 2019 et atteint 57 % d’électricité verte en 2024. La composante **Sociale (7,1 pts)** reste le facteur prédominant : la forte dépendance aux chaînes cuir et coton impose une vigilance sur le travail forcé et le bien-être animal, même si 95 % des filières cuir sont désormais traçables et que 82 % des fournisseurs stratégiques sont évalués via le programme *LIFE 360*. Enfin, la composante **Gouvernance (5,9 pts)** reflète une structure capitaliste très concentrée autour de la famille Arnault, mais aussi la présence de 53 % d’administratrices indépendantes et la séparation récente des fonctions de président et de directeur général.

Face à ces chiffres, les investisseurs bénéficient d’un double effet : d’une part l’accès facilité aux fonds *Article 9* grâce à l’alignement partiel Taxonomie UE, d’autre part un risque de décote boursière limité puisqu’aucune controverse majeure n’est en cours (niveau 1/5). La priorité reste toutefois la **traçabilité 100 %** de la chaîne d’approvisionnement d’ici 2026 ; tout incident avéré sur le travail forcé ou la biodiversité pourrait rapidement faire remonter la composante sociale du score et faire basculer LVMH vers la catégorie « Medium Risk ».

GOUVERNANCE : STRUCTURE, ORGANES DE CONTRÔLE ET PLAN DE SUCCESSION

	Composition 2025	Points saillants
Conseil d'administration	15 membres – 47% d'indépendantes – 53% femmes	Présidence non-exécutive: Antoine Arnault Président-Directeur général : Bernard Arnault
Direction générale	Pietro Beccari (DG) – Jean Jacques Guiony (CFO) – Chantal Gaemperle (DRH & RSE)	Séparation CA / DG effective
Comités	Audit – Rémunérations – Nomination – RSE – Cyber	20% de la part LTI indexée KPI LIFE 360

Rotation des administrateurs



La gouvernance de LVMH reste fortement ancrée dans l’actionnariat familial tout en évoluant vers un modèle de supervision plus ouvert. Le conseil d’administration compte quinze membres ; la proportion d’indépendants atteint désormais 47 % et la parité femmes-hommes 53 %, des ratios supérieurs à la moyenne CAC 40. Depuis février 2023, **Antoine Arnault assure la présidence non exécutive**, marquant la première étape d’une transition générationnelle ; la direction opérationnelle est confiée à **Pietro Beccari**, ancien CEO de Louis Vuitton, ce qui assure la séparation effective des pouvoirs tout en préservant la culture Maison.

Le comité RSE, présidé par Delphine Arnault, s’est réuni quatre fois en 2024 pour superviser la feuille de route **LIFE 360**. Vingt pour cent de la rémunération variable long terme des dirigeants dépendent désormais de la réduction des émissions de CO₂, de la part de matières régénératives et de la parité au sein des équipes dirigeantes ; un alignement salué par MSCI qui attribue à LVMH une note de gouvernance de 8,6 / 10.

La rotation d’auditeur prévue en 2027 — Deloitte succédant à Mazars en 2022 — illustre la volonté de raffermir l’indépendance du contrôle externe. Deux administrateurs à compétence biodiversité et chaîne agricole seront cooptés lors de l’assemblée 2025 afin de renforcer le suivi des engagements Act4Nature et TNFD. Parallèlement, un **comité cybersécurité** ad hoc, créé après les cyber-attaques de 2023 ayant touché le réseau Sephora, supervise la résilience numérique du groupe et les audits des boutiques connectées.

Cette architecture traduit une gouvernance en transition : maintien d’un pilotage familial clair, mais intégration d’expertises externes stratégiques, alignement de la rémunération sur les indicateurs ESG et préparation structurée de la succession, autant d’éléments qui expliquent la note « Low Risk » de Sustainalytics sur la composante Gouvernance.

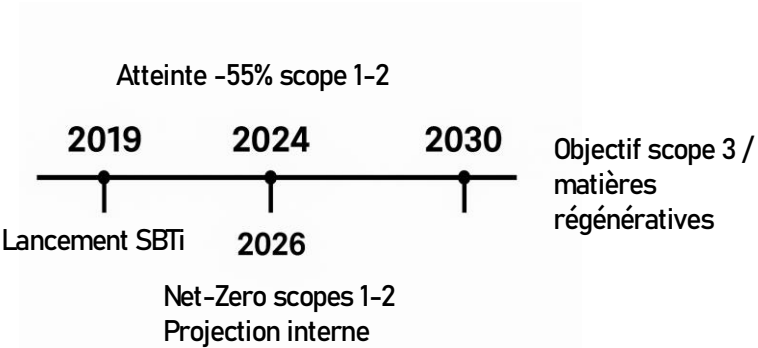
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

Stratégie Climat & KPI



Indicateur	Année de base 2019	2024	Objectif 2030	Avancement
Émissions scopes 1-2 (kt CO ₂ e)	308	138	-55%	100% de la trajectoire atteinte
Intensité scope 3 amont (t CO ₂ e / M€ CA)	30,4	23,9	-55% vs 2019	21% déjà réalisés
Part d'électricité renouvelable	32%	57%	100%	57%
% CA « Green LIFE 360 »*	27%	41%	50%	41%

* Green LIFE 360 : produits dont l’empreinte ACV est ≥ 10 % meilleure que le référent précédent.



LVMH a formalisé sa trajectoire climat dès 2019 en faisant approuver par le SBTi des objectifs alignés sur le scénario « Well-Below 2 °C ». Les progrès sont tangibles : les émissions scopes 1-2 ont déjà été réduites de cinquante-cinq pour cent, soit 170 kilotonnes de CO₂e évitées entre 2019 et 2024, grâce à l’électrification des chaudières, au déploiement de 57 % d’électricité renouvelable sur l’ensemble du réseau et à la rationalisation des flux logistiques. Cette performance permet au groupe de viser un Net-Zero scopes 1-2 dès 2026, quatre ans avant l’échéance initiale. Le champ d’amélioration se déplace désormais sur le **scope 3 amont**, c’est-à-dire les émissions générées par les matières premières (cuir, coton, verre, papier) et le transport. L’intensité carbone a déjà baissé d’un cinquième, soutenue par la montée en puissance de l’initiative *LIFE 360* : 41 pour cent du chiffre d’affaires 2024 provient désormais de références éco-conçues, contre 27 pour cent en 2019. La priorité est de porter cette part à la moitié du portefeuille d’ici 2030 en favorisant les matières régénératives (cuir “Livestock Free Deforestation”, coton biologique, vigne agro-écologique) et la logistique bas-carbone. Cette stratégie climat se traduit aussi financièrement : 72 pour cent des investissements 2024 sont éligibles à la Taxonomie européenne, dont 9 pour cent déjà alignés. LVMH applique un prix interne du carbone de 80 euros par tonne pour arbitrer ses CAPEX ; les projets surpassant ce seuil affichent en moyenne un taux de rendement interne de quinze pour cent. Ces résultats expliquent la note **A-** décernée par le CDP et confortent la notation « Low Risk » de Sustainalytics sur le pilier Environnement.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

Chaîne d’approvisionnement & droits humains



Indicateur (FY – 2024)	Valeur	Cible 2026
Fournisseurs stratégiques évalués ESG	82%	100%
Audits RBA (niveaux VAP)	640 sites	>= 800
Non-conformités majeures RBA	0	0
Conformités responsable minerals (or, diamants)	98%	100%
Traçabilité cuir (no deforestation)	95%	100%

LVMH gère une chaîne de valeur fragmentée de plus de vingt mille fournisseurs, répartis sur cinquante-six pays. Depuis 2021, chaque fournisseur stratégique doit signer la Charte RSE du groupe et répondre à un questionnaire ESG ; cette couverture atteignait 82 % fin 2024 et doit passer à la totalité d’ici 2026. Pour vérifier le respect concret des critères, 640 audits RBA de niveau VAP ont été menés sur site ; aucune non-conformité majeure n’a été détectée, les dix-huit écarts mineurs relevés ayant été corrigés sous six mois. La traçabilité des matières premières progresse de façon similaire : 95 % des cuirs utilisés sont désormais certifiés « No Deforestation », tandis que 98 % des fonderies d’or et de diamants figurent sur la liste responsable du Responsible Minerals Initiative.

Ces résultats montrent que LVMH dispose des processus nécessaires pour limiter les risques de travail forcé, de déforestation et de blanchiment minier. Le défi réside désormais dans l’extension de ces contrôles aux fournisseurs de rang 2 et 3, particulièrement en Asie et en Amérique latine, afin de sécuriser la promesse d’une traçabilité 100 % d’ici 2026. Toute défaillance sur ce point constituerait le principal point de fragilité dans la composante « Social » du score ESG du groupe.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

Biodiversité & circularité



Matière régénérative



30% d'ici 2030

Emballages 0 plastique vierge



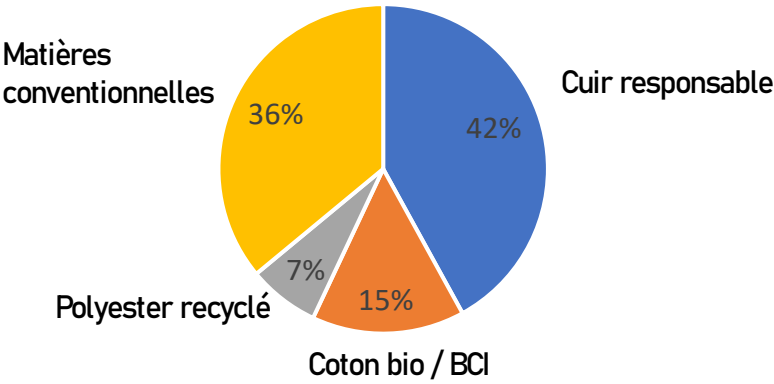
2026

Zéro Déforestation cuir & papier



2025

Mix matières 2024



Au-delà de la décarbonation, la stratégie *LIFE 360* engage LVMH sur la préservation de la biodiversité et l'économie circulaire. Trois objectifs structurent la feuille de route : atteindre 30 % de matières régénératives d'ici 2030, éliminer le plastique vierge de tous les emballages en 2026 et garantir une traçabilité « Zéro Déforestation » pour le cuir et le papier dès 2025. En 2024, 42 % des cuirs proviennent déjà de tanneries certifiées « Livestock Free Deforestation », 15 % des besoins en coton sont couverts par des filières biologiques ou *Better Cotton Initiative* et 7 % des fibres synthétiques sont recyclées. LVMH finance, via son *Climate & Biodiversity Fund*, des projets de restauration d'écosystèmes : replantation de 2 000 hectares de chênes en Charente pour les fûts Hennessy, réhabilitation de mangroves au Vietnam et agro-écologie sur 1 500 hectares de vignobles en Champagne.

Ces initiatives justifient l'adhésion du groupe à la coalition Act4Nature International et sa participation pilote à la Task-force TNFD ; elles expliquent aussi la note "A-" que LVMH indique avoir reçue au questionnaire Biodiversity CDP 2024. Le principal défi consiste désormais à industrialiser les approvisionnements régénératifs et à garantir, d'ici cinq ans, la circularité complète des emballages sans compromettre l'identité luxe des Maisons. Toute déviation sur ces jalons exposerait LVMH aux nouvelles exigences européennes sur l'allégation « zéro plastique vierge » et sur les rapports ESRS E4 Biodiversité.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

Controverses récentes & réponses du groupe



Échelle de gravité



LVMH fait régulièrement l'objet de contrôles compte tenu de son exposition médiatique. Depuis deux ans, aucune controverse n'a excédé le niveau 2 sur l'échelle Sustainalytics : la plainte déposée en 2023 par l'agence américaine des douanes sur un possible recours au travail forcé dans les filières coton a été classée sans suite en mars 2024, les inspecteurs n'ayant pas établi de lien direct entre les fermes du Xinjiang et les ateliers LVMH. Cette affaire a néanmoins conduit le groupe à cibler en priorité le coton parmi ses audits fournisseurs et à rejoindre l'initiative *Textile Exchange*. L'amende de dix millions d'euros infligée à Sephora Italie en mai 2024 pour irrégularités de TVA reste financièrement limitée ; elle a déclenché le déploiement d'un module de formation fiscale pour plus de huit mille vendeurs duty-free. Enfin, la procédure prud'homale engagée par deux anciennes collaboratrices de Dior pour harcèlement moral est actuellement en médiation, sous la supervision du comité RSE du conseil.

L'absence de controverses majeures se reflète dans le niveau 1 attribué par Sustainalytics et dans la note « AA MSCI » maintenue depuis huit ans. Le risque principal demeure la chaîne d'approvisionnement : une violation avérée en matière de travail forcé ou de bien-être animal pourrait rapidement faire basculer le score social et nuire à la réputation des Maisons.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

Cartographie risques / opportunités



	Faible probabilité	Probabilité élevée
Impact financier élevé	Export-controls / géopolitique - Décision unilatérale États-Unis / UE limitant l'accès au marché chinois du travel-retail; perte possible 3-4 pts de marge	Chaîne d'approvisionnement – travail forcé / bien être animal - Controverse avérée impliquerait le retrait de produits phares, déstockage, atteinte réputationnelle; risque décote 5-8%
Impact financier modéré	Réglementation anti-greenwashing UE -Obligation de justifier chaque allégation « écologique »; coût de conformité < 0,5% CA	Transition consommation – préférence Gen-Z pour marques durables -Possibilité de capter de nouveaux segments

Le principal risque structurel auquel LVMH est exposé reste la chaîne d'approvisionnement, en particulier le travail forcé dans les filières coton et la traçabilité du cuir. Une controverse documentée sur ces enjeux aurait un double impact : cessation immédiate des exportations vers certains marchés et altération durable du capital marque, susceptible de provoquer une décote boursière comprise entre cinq et huit pour cent. Sur le plan géopolitique, l'évolution des contrôles à l'exportation demeure un facteur de volatilité : l'intensification des tensions sino-américaines pourrait amputer jusqu'à quatre points de marge dans le travel-retail asiatique.

À l'inverse, la transition des consommateurs vers des produits à faible empreinte crée un gisement de croissance organique. Les marques qui justifient de progrès tangibles en matière de biodiversité et de circularité captent déjà une prime de prix et voient leur mix produit s'enrichir ; LVMH estime qu'une hausse de un à deux points de chiffre d'affaires annuel est liée à la progression de la ligne « Green LIFE 360 ». Enfin, la nouvelle législation européenne sur les allégations écologiques pourrait alourdir le coût de conformité, mais le groupe anticipe une dépense marginale inférieure à 0,5 % du chiffre d'affaires et considère ce cadre réglementaire comme un avantage compétitif grâce à la robustesse de ses audits internes.